

LE PÉTROLE

LE PROJET DE PIPE-LINE DU MACKENZIE—ENQUÊTE SUR
LES MÉTHODES DE CONSTRUCTION RUSSES

[Traduction]

M. Rod Thomson (Battleford-Kindersley): Ma question s'adresse au ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien. Comme il se peut qu'un pipe-line soit construit dans l'Arctique canadien, le ministre s'est-il renseigné auprès de son homologue soviétique sur leurs méthodes de construction de ce genre de pipe-line?

[Français]

L'hon. Jean Chrétien (ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien): Monsieur l'Orateur, nous sommes informés que des pipe-lines sont en voie de construction en URSS, mais je ne crois pas que les Soviétiques aient beaucoup progressé dans la réalisation de ces projets. Toutefois, nous avons des échanges assez régulièrement avec ce pays, au point de vue scientifique, et j'espère qu'au cours d'un prochain voyage que je me propose d'effectuer là-bas, à une date inconnue à ce moment-ci, j'aurai l'occasion de les visiter, si c'est possible.

[Traduction]

M. Louis-Roland Comeau (South Western Nova): Étant donné que le député d'Esquimalt-Saanich a déclaré il y a deux jours qu'un moratoire devrait être imposé sur les déclarations du ministre tant que le gouvernement n'aura pas pris de décision à ce sujet, le gouvernement se propose-t-il de suivre ce conseil?

LE PROJET DE PIPE-LINE TRANSALASKIEN—L'OFFRE
CANADIENNE D'ÉTUDE CONJOINTE DES RISQUES
DE POLLUTION

M. David Anderson (Esquimalt-Saanich): Je prends la parole à un moment tout à fait approprié, monsieur l'Orateur. Je voudrais répéter ma question qui s'adresse au secrétaire parlementaire...

Une voix: Au sujet du moratoire?

M. Anderson: ...du secrétaire d'État aux Affaires extérieures et lui demander s'il a reçu une réponse du secrétaire d'État des É.-U., M. Rodgers, à la lettre de notre secrétaire d'État, datée du 17 février, dans laquelle il proposait que nous collaborions avec les États-Unis en vue d'un des problèmes que posent les pétroliers sur les côtes canadiennes et américaines du Pacifique?

[Français]

M. André Ouellet (secrétaire parlementaire du secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le président, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a déjà annoncé à la Chambre que les autorités américaines avaient acquiescé à sa demande, et je peux dire aujourd'hui que les consultations devraient débiter prochainement à Washington.

[Traduction]

M. Anderson: Je me demande s'il donnerait plus de détails sur l'opportunité d'entamer ces pourparlers et sur

leur durée. Peut-être pourrait-il nous dire aussi à quel palier ils se dérouleront?

[Français]

M. Ouellet: Monsieur le président, il est à prévoir que les consultations commenceront aussitôt qu'une date aura été convenue entre les deux parties. Quant au niveau des consultations, je ne suis pas en mesure de faire rapport à la Chambre aujourd'hui.

* * *

L'EXPANSION ÉCONOMIQUE RÉGIONALE

«CANADIAN PITTSBURGH INDUSTRIES LIMITED»—MESURES
EN VUE D'EMPÊCHER LE DÉMÉNAGEMENT DE L'ENTRE-
PRISE DU QUÉBEC EN ONTARIO

M. Georges Valade (Sainte-Marie): Monsieur l'Orateur, je voulais poser une question au ministre de l'Expansion économique régionale, mais, en son absence, je la poserai au très honorable premier ministre. Il s'agit d'une question importante, puisqu'elle touche la situation de l'emploi à Montréal.

J'aimerais demander au premier ministre si, à cause de l'intention de la *Canadian Pittsburgh Industries Limited* de Saint-Laurent de déménager son entreprise en Ontario, grâce à une subvention fédérale,—ce qui aurait pour effet de jeter 200 employés sur le pavé—il a l'intention d'intervenir immédiatement pour empêcher le transfert de cette industrie en Ontario, étant donné que la situation de l'emploi à Montréal sera grandement touchée.

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur le président, je prends note de la question, et j'en discuterai avec le ministre.

M. Valade: Monsieur l'Orateur, je désire poser une question supplémentaire.

Étant donné l'importance de la situation, j'aimerais demander au premier ministre s'il a l'intention de faire une déclaration lundi, afin d'empêcher ce déménagement.

Le très hon. M. Trudeau: Monsieur le président, je n'ai pas l'intention de faire une déclaration, mais le ministre sera sans doute en mesure de répondre à des questions si le député est en mesure de lui en poser à ce moment-là.

* * *

LA SÉCURITÉ NATIONALE

LA MENACE D'INSURRECTION—LA QUESTION DES POU-
VOIRS DE PERQUISITION ET D'ARRESTATION—LA
PRÉSENTATION D'UN PROJET DE LOI

[Traduction]

M. David MacDonald (Egmont): Ma question s'adresse au premier ministre. Elle a trait à l'allocution prononcée hier soir à Toronto par le ministre de la Justice. Étant donné la préoccupation constante du ministre de la Justice à l'égard de ceux qui n'ont pas saisi toute la portée de la crise de l'automne dernier ou de la réaction du